

A Washington, Elon Musk étend son «coup d'Etat» numérique pour privatiser le gouvernement

Julien Gester

D'infiltration de nombreux ministères, jusqu'au Pentagone, aux licenciements désormais massifs de fonctionnaires, l'offensive conduite par le milliardaire et ses troupes menace de dérégler dangereusement les services publics américains.

Vendredi 14 février vers midi, les employés de divers bureaux de la mairie de San Francisco, en Californie, ont vu débouler trois hommes accoutrés de casquettes écarlates griffées Maga (pour «Make America Great Again», slogan de campagne de Donald Trump) et de t-shirts siglés du «Doge» (le pseudo donné au [«département de l'efficacité gouvernementale» d'Elon Musk](#)), exigeant que leur soient livrés des documents numériques qui attesteraient de la gabegie et des fraudes exercées par les autorités locales. Face au refus qui leur fut opposé, le trio a pris la fuite avant l'arrivée des équipes du shérif, lesquelles ont communiqué l'ouverture d'une enquête et leurs doutes quant à l'implication d'authentiques «représentants du Doge».

Cette tentative de braquage d'un nouveau genre mime pourtant presque à l'identique une scène qui désormais fait loi à Washington, et qui s'y décline chaque jour à travers les divers sièges du pouvoir fédéral, sans soupçon d'imposture ni recours aux forces de l'ordre, mais avec la bénédiction de la Maison Blanche de Donald Trump. Après avoir d'abord noyauté le bureau des ressources humaines de l'Etat fédéral, infiltré l'administration de ses services généraux, gagné l'accès au système de paiement du Trésor américain et [réduit presque à néant l'Agence pour le développement international \(USaid\)](#), les hommes d'Elon Musk étendent chaque jour leur emprise sur de nouveaux pans de l'exécutif américain, comme se propage un virus.

Et puisque le contrôle des systèmes informatiques fédéraux s'avère aujourd'hui autrement crucial que l'occupation physique des bâtiments, le célèbre historien Timothy Snyder dénonce dans l'avancée du Doge les manœuvres d'un véritable «coup d'Etat» en cours par voie essentiellement numérique, conspirant à la déchéance des électeurs, du Congrès, du processus démocratique, et même d'un Trump dépassé, où se jouerait non pas tant la lutte revendiquée contre l'Etat profond, mais sa privatisation. *«Ce putsch est en train d'advenir, écrit-il. Et si nous ne le reconnaissons pas comme tel, il pourrait réussir.»*

«Formations clivantes»

Au prétexte de rationaliser et d'assainir les moyens de l'Etat en «supprimant des agences entières [...] comme on arrache les mauvaises herbes à la racine pour qu'elles ne repoussent pas», [Musk prétend aboutir à un resserrement drastique de la bureaucratie fédérale](#), cet épouvantail qu'il fustige comme l'antithèse d'une démocratie à «restaurer» par ses soins au nom de «la volonté du peuple». Ouvertement calquée sur la prise de contrôle de Twitter, qui a abouti à l'élimination de 80 % de ses effectifs et au [chaotique délitement de la plateforme désormais nommée X](#), l'opération prend une ampleur très concrète, avec d'abord la mise en œuvre d'un plan de départs concernant quelque 75 000 personnes (un temps bloqué puis

ravivé par la justice). Mais aussi des dizaines de milliers de fonctionnaires brutalement notifiés par vagues désordonnées : de la suppression à effet immédiat de leur emploi ces tout derniers jours, dépeint comme *«plus dans l'intérêt du public»*, provoquant l'extinction de bureaux et programmes entiers, des parcs nationaux et divisions de l'office des forêts aux missions d'accompagnement des agriculteurs et des petites entreprises.

Cela, au risque de déstabiliser dangereusement la marche des services publics, institutions et centres de recherche scientifique, par exemple dans le secteur biomédical : vendredi 14 février, plus de 300 employés de l'Institut national du cancer ont été soudainement sommés de faire leurs cartons avant la fin de la journée. Certains congédiés sont cependant presque aussitôt rappelés en catastrophe : au ministère de l'Énergie, les donneurs d'ordre avaient semble-t-il négligé que, dans la masse des licenciements décrétés d'un clic, quelques centaines avaient pour délicate mission de superviser l'arsenal nucléaire du pays.

Partout où s'engouffre le «Doge» s'est rejoué peu ou prou le même mode opératoire : une poignée d'émissaires de Musk – souvent de très jeunes ingénieurs passés en stage par les entreprises du milliardaire – se présentent sans prévenir aux sièges d'agences fédérales et de ministères (Commerce, Travail, Intérieur, Énergie, Santé, Éducation, Agriculture, Anciens combattants...) pour y établir un centre de commandement opaque et obtenir l'accès aux registres, systèmes et bases de données sensibles. Sans se plier aux protocoles d'habilitation sécuritaire, ni accorder de crédit à l'expertise des fonctionnaires de carrière, ils s'y livrent à un audit sauvage, souvent suivi d'une purge des effectifs et des allocations de fonds, adossés aux diagnostics d'outils d'intelligence artificielle. Vendredi 14 février, leur présence était signalée pour la première fois au Pentagone – avec lequel les entreprises de Musk entretiennent des affaires et contrats chiffrés à plusieurs milliards de dollars.

Au ministère du Travail, les opérations peu lisibles du «Doge» et les limogeages attendus font redouter un dévoiement partisan des mesures officielles de l'économie ou de l'emploi, au bénéfice de l'administration en place et au risque d'abîmer la confiance des marchés. Au ministère de l'Éducation, promis par Trump à une suppression prochaine – une vieille obsession de la droite américaine, qui rêve de rendre toutes les prérogatives éducatives aux États –, l'équipe de Musk a entamé son offensive par l'annulation des contrats de recherche à 900 millions de dollars dédiés au suivi et à l'évaluation des 130 000 établissements scolaires du pays. Des montants pourtant déjà largement engagés et donc, en pure perte.

Des subventions ont également été sabrées par dizaines, au titre qu'elles relèveraient d'une [idéologie «DEI» \(diversité, équité, inclusion\)](#) honnie et désormais proscrite par la nouvelle administration, ou qu'elles entretiendraient des *«formations clivantes»*, en finançant par exemple des initiatives de déségrégation scolaire. Mise à contribution de ce passage au crible, l'IA serait aussi envisagée pour suppléer bientôt les 1 600 employés des centres d'appels qui répondent aux questions d'étudiants et parents sur leurs dossiers de prêts. *«Tout ce qui peut être automatisé par des machines le sera, a confié un membre de l'entourage trumpien au Washington Post . Les technocrates remplaceront les bureaucrates.»*

Mots-clés problématiques

À l'Agence fédérale de gestion des urgences (Fema), au moins quatre responsables chevronnés avaient été licenciés d'emblée en début de semaine, après qu'Elon Musk en personne, a diffusé à ses 218 millions de suiveurs sur X (ex-Twitter) une intox selon laquelle les ordres de la Maison Blanche auraient été défiés par le *«détournement illégal»* de fonds

destinés aux catastrophes naturelles vers le «*logement de migrants dans des hôtels de luxe à New York*». Pendant ce temps, le principal ambassadeur du «Doge» obtenait l'accès au logiciel propriétaire qui gère les aides aux sinistrés, puis le code source du système de gestion financière, par lequel transitent tous les paiements de l'agence.

Des fonds dont il aurait depuis, cherché comment les «désengager» afin de les rendre inutilisables, bien que, ni l'exécutif ni l'agence n'aient, légalement, pareil pouvoir discrétionnaire. Le rôle de la Fema est en effet circonscrit à distribuer et dépenser les crédits alloués par les législateurs au Congrès – seuls détenteurs du «*pouvoir de la bourse*» selon la Constitution –, en s'assurant simplement que les bénéficiaires, souvent parmi les populations les plus vulnérables d'Amérique, remplissent les conditions fixées par la loi. En parallèle, des dizaines de milliards de dollars destinés à la ville de New York ont été gelés, tandis que les subventions accordées depuis 2021 passaient au tamis de mots-clés jugés problématiques, car contrevenant à la nouvelle ligne du Bureau ovale : «*défavorisé*», «*diversité*», «*marginalisé*», «*justice environnementale*», «*climat*», «*genre*», «*équité*», «*inclusion*», «*culture*»...

Bête noire de longue date d'Elon Musk, le Bureau de protection des consommateurs du secteur financier (CFPB) a quant à lui subi la même entreprise de démolition que l'USaid une semaine plus tôt. Mise sous tutelle de Russell Vought, directeur du bureau du budget de la Maison Blanche et architecte du fameux [«Project 2025»](#) – feuille de route ultraconservatrice du mandat Trump II –, qui a fait vœu de «*traumatiser les bureaucrates*» lors de la campagne et prône l'abolition pure et simple de l'agence, cette dernière a été soumise en quelques jours au gel de l'ensemble de ses activités, suivi de son définancement, de l'interdiction de toutes communications, de la fermeture de ses locaux et enfin de la mise à l'écart puis à pied du personnel.

Cette entité paraissait pourtant difficilement attaquable sur le front de sa rentabilité, pour avoir restitué 20,7 milliards de dollars aux consommateurs américains lésés par des banques ou des établissements financiers, depuis sa création sous Barack Obama au lendemain de la crise financière de 2008. La plateforme, à laquelle le «Doge» a obtenu le plein accès, abrite une mine d'informations confidentielles : données clients, informations financières, études de marchés publics, dossiers d'examen bancaires... Annoncé par Musk lui-même dans une publication sur son réseau social en forme de condoléances enjouées, ce démembrement en règle ne doit rien au hasard de la progression de ses troupes à travers le dédale de l'administration fédérale : il intervient à peine plus d'une semaine après l'officialisation d'un partenariat noué avec la multinationale Visa, afin de doter X (l'ex-Twitter, que son dirigeant Elon Musk promet de muer en «*application à tout faire*») d'un service de paiement mondial en ligne, qui serait tombé sous la coupe régulatrice du CFPB.

«Transparence maximale»

Une [synthèse du New York Times](#) a de fait révélé qu'au moins 32 enquêtes, plaintes ou actions en cours contre les six entreprises de Musk se trouvent au point mort du fait des purges conduites par l'administration Trump dans les onze agences qui en avaient la tutelle. Au Conseil national des relations du travail (NLRB), le limogeage de trois responsables a suffi à paralyser et compromettre le traitement de 24 plaintes contre ses sociétés. À la Commission des opérations de bourse (SEC), le départ de deux commissaires démocrates laisse les républicains majoritaires pour statuer sur une poursuite à 150 millions de dollars visant [des irrégularités dans son rachat de Twitter](#). À la Commission de l'égalité des chances dans l'emploi (EEOC), une poursuite de 2023 contre Tesla pour «*harcèlement racial systémique et*

continu» de ses employés noirs se trouve également fragilisée, tandis que les innombrables signalements effectués par des employés de SpaceX et Tesla au Bureau de prévention des risques au travail (OSHA) peuvent à présent redouter de voir leur anonymat être éventé.

Lors de [la stupéfiante conférence de presse improvisée mardi dans le Bureau ovale](#), au côté d'un président Trump étrangement docile et quasi mutique, Musk fut questionné sur l'ampleur manifeste d'un mélange sans précédent de conflits d'intérêts : *«Tout d'abord, ce n'est pas moi qui signe les contrats, mais les gens de SpaceX ou quelque chose comme ça»*, a répliqué le fondateur et PDG de l'entreprise, arborant une casquette «Dark Maga», avec son fils de 4 ans sur les épaules. *« Le peuple a voté pour une réforme majeure du gouvernement, et c'est ce que le peuple va obtenir»*, a-t-il assuré, avant de certifier que son baroud en cours contre une bureaucratie dépeinte en *«quatrième branche non-élue et inconstitutionnelle du gouvernement»* s'effectuait avec une *«transparence maximale»*.

Malgré la création depuis d'un site gouvernemental dédié, qui s'avère pour l'essentiel une pub géante et sonnant assez creux pour la plateforme X, le «Doge» de Musk entretient une opacité farouche quant à sa feuille de route, son organigramme, ses modes opératoires et les comptes prétendument rendus à quiconque, Trump compris. Présenté comme *«employé spécial du gouvernement»*, l'homme le plus riche du monde ne rendra pas publique sa déclaration d'intérêts financiers, pas plus qu'il n'a encore mis au jour la moindre pièce à conviction formelle des fraudes et gaspillages d'Etat qu'il prétend dénoncer au gré de sa centaine de messages quotidiens sur X, entre deux imprécations contre [les magistrats «maléfiques» freinant tant bien que mal son embardée ravageuse depuis les tribunaux fédéraux](#). Un abattage à la caisse de résonance médiatique sans pareil, carburant surtout aux provocations, potacheries, enfumages divers et salves de désinformation faussement ingénues.

Publication d'informations secret défense

Ainsi n'a-t-il cessé, même bien après que l'affaire fut éclaircie, de prétendre révéler l'indigne corruption des grands médias américains, de *Politico* au *New York Times*, taxés d'être secrètement arrosés de millions de dollars via les comptes de l'USaid, alors que les lignes comptables brandies pour toutes preuves étaient déjà publiques et correspondaient à de banals règlements d'abonnements souscrits au nom d'employés de l'administration.

Le fondement d'autres de ses admonestations interroge, comme lorsque Musk avança, lors de son show à la Maison Blanche, avoir dans son viseur des individus dont le patrimoine chiffré à des millions de dollars lui apparaissent suspect au regard de leurs revenus de fonctionnaires. Mais qu'il puisse détenir et recouper pareilles données, si tant est que celles-ci soient avérées, suppose que lui ou ses sbires aient commis un certain nombre d'infractions. Surtout, le *Huffington Post* révélait vendredi que le site du «Doge» avait publié des informations classées secret défense, relatives aux effectifs d'une agence de renseignement, qui, non seulement n'auraient jamais dû être divulguées au public, mais n'ont pas plus de raison de se trouver en possession de Musk ou de ses relais – ces lieutenants que, Trump, manifestement pas au fait de grand chose chaque fois qu'il est interrogé à leur sujet, se plait à désigner comme *«les supergénies»* d'«Elon».

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)